

Jean-Louis Baudouin, Yvon Renaud, *Code civil du Québec, Civil Code*, 1998-1998, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1807 pages, ISBN 2-89127-437-7

Gérald-D. Beaudoin, *et al.*, *Le fédéralisme de demain : Réformes essentielles*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 419 pages, ISBN 2-89127-439-3

Jacques Deslauriers, *Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Législation, jurisprudence et doctrine*, 2^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 999 pages, ISBN 2-89127-425-3

Michel Filion, *Guide du Code civil du Québec*, Saint-Nicolas, Éditions associations et entreprises, S.E.N.C., 1998, 210 pages, ISBN 2-921512-01-7

Maurice Martel, Paul Martel, *La compagnie au Québec : Les aspects juridiques*, volume I, Montréal, édition spéciale, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination par chapitre (1424 pages), ISBN 2-920-831-73-9

Hubert Reid, Julien Reid, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 14^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1022 pages, ISBN 2-89127-429-6

Johanne Vaillancourt, Carl Bolduc et Charles Nezan

Volume 29, numéro 2, mars 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035682ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035682ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vaillancourt, J., Bolduc, C. & Nezan, C. (1998). Compte rendu de [Jean-Louis Baudouin, Yvon Renaud, *Code civil du Québec, Civil Code*, 1998-1998, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1807 pages, ISBN 2-89127-437-7 / Gérald-D. Beaudoin, *et al.*, *Le fédéralisme de demain : Réformes essentielles*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 419 pages, ISBN 2-89127-439-3 / Jacques Deslauriers, *Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Législation, jurisprudence et doctrine*, 2^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 999 pages, ISBN 2-89127-425-3 / Michel Filion, *Guide du Code civil du Québec*, Saint-Nicolas, Éditions associations et entreprises, S.E.N.C., 1998, 210 pages, ISBN 2-921512-01-7 / Maurice Martel, Paul Martel, *La compagnie au Québec : Les aspects juridiques*, volume I, Montréal, édition spéciale, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination par chapitre (1424 pages), ISBN 2-920-831-73-9 / Hubert Reid, Julien Reid, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 14^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1022 pages, ISBN 2-89127-429-6]. *Revue générale de droit*, 29(2), 259-262. <https://doi.org/10.7202/1035682ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 1999

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTULES

Jean-Louis BAUDOIN, Yvon RENAUD, *Code civil du Québec, Civil Code, 1998-1998, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1807 pages, ISBN 2-89127-437-7.*

Fraîchement sorti des presses de chez Wilson & Lafleur Ltée, le *Code civil du Québec* 1998-99 est une belle amélioration des éditions des années précédentes.

En effet, dans la nouvelle parution, l'éditeur propose une couverture plus souple et résistante, au fini très actuel. Les pages sont également plus minces que ce que l'on retrouvait auparavant, ce qui réduit sensiblement le poids et le volume du recueil. Bien que l'index du Code civil soit nettement différencié du reste des matières à ses pages colorées, on aurait pu espérer également un système de division des différents lois, règlements et annexes, ceci en vue de faciliter le repérage immédiat.

Mais ce qui retiendra davantage l'attention de l'utilisateur, c'est l'addition de références au bas de chaque article, facilitant son travail. Ainsi l'on trouvera, dans un premier temps, l'origine du texte législatif. Ensuite, les mentions entre parenthèses renverront aux articles qui y sont directement rattachés.

À titre d'exemple, prenons l'article 1423 du *Code civil du Québec*, sur la confirmation du contrat. On notera, grâce à la référence, que ce texte a pour point de départ un article, dans le *Code civil du Bas Canada*, qui tenait place au chapitre de la preuve, en matière d'obligations.

Supposons maintenant qu'un contrat ait été confirmé avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, mais que cette confirmation ne respecte pas les conditions énoncées à l'ancien article. Un renvoi à l'article pertinent du *Projet de loi 38* nous permettra de nous remémorer rapidement que cet acte est valable en autant que les exigences de l'article 1423 C.c.Q. soient rencontrées.

Si enfin nous voulions faire reconnaître nos droits, dans la situation où celui qui a confirmé un contrat nul de nullité relative prétend maintenant qu'il n'a jamais agi ainsi, un coup d'œil à l'article 110 du *Code de*

procédure civile nous indiquerait que c'est par le dépôt d'une déclaration que notre demande sera introduite en justice.

Grâce à ces aides, il s'agit, cette année encore, d'un outil d'une merveilleuse utilité que nous proposent Jean-Louis Baudouin et Yvon Renaud. En passant d'un examen de la classification des divers domaines d'application du droit aux dispositions transitoires et interprétatives de quelques lois québécoises, nous survolons les divers articles du *Code civil du Québec*, les tables de concordance, les Chartes canadienne et québécoise ainsi que quelques-unes des principales lois guidant les rapports entre individus. Somme toute, un instrument bien pratique!

Johanne VAILLANCOURT

Gérald-D. BEAUDOIN, et al., *Le fédéralisme de demain : Réformes essentielles, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 419 pages, ISBN 2-89127-439-3.*

Messieurs Beaudoin et Robertson introduisent ce livre en nous expliquant que cet ouvrage collectif contient les actes du Colloque sur le thème « Fédéralisme de demain : réformes essentielles — Federalism for the future : Essentials Reforms » qui s'est tenu en août 1997, à l'Université d'Ottawa. Les auteurs sont des experts venus de différentes parties du Canada et de l'étranger. Claire Gauvreau et Pierre Thibault sous la direction de Gérald-A. Beaudoin, Joseph F. Magnet, Benoît Pelletier, Gordon Robertson et John Trent, sont responsables de la publication de ce livre. Certains textes sont écrits en français, d'autres en anglais, ce qui démontre la richesse du livre et du problème bien canadien qu'il aborde. Les textes sont généralement assez courts mais très complets, ce qui nous permet de nous familiariser avec les grands débats constitutionnels de l'heure.

Le livre est divisé en six grands thèmes. Cinq auteurs traitent du partage des pouvoirs. Le problème de la flexibilité du fédéralisme est le sujet des quatre textes suivants et des notes pour l'allocution de Daniel Johnson. John Trent est l'un des six auteurs se

prononçant sur le thème de la société distincte. Son texte qui mérite une attention particulière est intitulé « The Constitutional Recognition of Quebec from Distinct Society to Unique Character ». Il nous dresse d'abord un portrait des grands principes du fédéralisme canadien. Il nous explique ensuite l'origine et l'évolution de la notion de société distincte, son importance pour le Québec et ce que cela signifie. Il termine en nous exposant les points en faveur et contre cette notion. Trois textes portent ensuite sur la réforme du Sénat. Gordon Robertson, ancien greffier du Conseil privé, écrit un texte intitulé « The Missing Balance in Canadian Federalism ». Ce texte est très intéressant car il nous dresse un portrait complet sur un débat peu connu des Québécois et qui suscite tant d'animosité dans l'Ouest du pays. L'auteur nous explique l'importance d'un Sénat élu qui pourrait plus adéquatement représenter les intérêts des régions moins peuplées du Canada. Le thème suivant : la procédure de modification est traitée par trois experts en droit constitutionnel dont Benoît Pelletier, ancien vice-doyen de la Faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa. La situation des peuples autochtones est le dernier thème du livre et trois auteurs ont écrit des textes sur ce sujet. Le mot de la fin est laissé à un expert étranger, Edgard Pisani, président du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, qui nous décrit trois scénarios possibles pour l'avenir du Canada.

Carl BOLDUC

Jacques DESLAURIERS, *Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Législation, jurisprudence et doctrine*, 2^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 999 pages, ISBN 2-89127-425-3.

La deuxième édition¹ de l'ouvrage de Jacques Deslauriers contient le texte à jour de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, dont plusieurs dispositions ont été changées suite à l'entrée en vigueur en 1997 de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et la *Loi de l'impôt sur le revenu* (projet de loi C-5). Les plus importantes modifications portent, entre autres, sur les procédures relatives aux faillites et aux propositions des consommateurs, l'indemnisa-

tion du locateur en cas de résiliation du bail lors d'une réorganisation, la réglementation des syndicats et la libération en matière de prêts étudiants.

Outre le texte à jour en anglais et en français de la Loi, ce volume contient des tables pour les abréviations, la jurisprudence et la doctrine, les *Règles sur la faillite et l'insolvabilité* ainsi que les *Règles modifiant les Règles sur la faillite et l'insolvabilité* qui sont entrées en vigueur le 30 avril 1998, les Instructions, Directives et Circulaires du surintendant des faillites, les Formules ainsi que les nouvelles Formules proposées par le surintendant.

Les étudiants et les praticiens en matière de faillite retrouveront une fois de plus dans cette deuxième édition le même format utile et pratique que l'on retrouvait dans la première. Après chaque article de loi suivent des résumés de décisions jurisprudentielles provenant de la Cour suprême et des tribunaux québécois énonçant les grands principes ainsi que des renvois à la doctrine pertinente et aux Formules, Circulaires et Directives lorsqu'il y a lieu. Certaines décisions des autres provinces canadiennes, qui peuvent s'appliquer au Québec, ont aussi été ajoutées aux références.

Le terme de la recherche jurisprudentielle, pour ce volume, se terminant le 30 novembre 1997, les utilisateurs devront attendre la publication d'une troisième édition de cet Alter Ego pour retrouver sous un même recueil les décisions judiciaires relatives aux modifications apportées par le projet de loi C-5. Il n'en demeure pas moins que la présente édition est un outil de travail précieux pour ceux qui étudient ou qui pratiquent dans le domaine de la faillite, non seulement parce qu'il rassemble tous les textes et données relatifs à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, mais aussi à cause de sa facilité et de sa rapidité d'utilisation.

Charles NEZAN

Michel FILION, *Guide du Code civil du Québec*, Saint-Nicolas, Éditions associations et entreprises, S.E.N.C., 1998, 210 pages, ISBN 2-921512-01-7.

« En composant la Chartreuse, pour prendre le ton je lisais chaque matin deux ou trois pages du Code civil, afin d'être toujours

1. Pour la recension de la première édition de cet ouvrage, voir (1996) 27 R.G.D. 547-548.

naturel » (p. 22). C'est ce que disait l'écrivain français Stendhal en 1840 au sujet du *Code Napoléon*.

Les temps ont bien changé, car aujourd'hui, rares sûrement sont les simples citoyens pouvant se flatter de comprendre aussi aisément le *Code civil du Québec*, sans aucune préparation préalable. C'est précisément à leur intention que M^e Michel Filion a écrit le *Guide du Code civil du Québec*.

Il s'agit littéralement d'un mode d'emploi du Code civil, destiné principalement aux personnes ne faisant pas partie de la communauté juridique. Le but : rendre plus accessible le droit à ces personnes. Et c'est réussi. Loin de l'ouvrage fastidieux que seules discipline et détermination réussissent à vaincre, ce livre d'introduction au Code se veut d'une fraîcheur surprenante. Évidemment conscient du fait qu'une bonne préparation est souvent garante du résultat escompté, l'auteur apporte un soin particulier à bien situer le lecteur quant au contexte dans lequel le Code civil a été réformé et quant aux principes sous-tendant notre droit. Il apporte également soin à l'exposé de sa méthode par ailleurs tout à fait originale, qui en bout de piste conduira l'apprenti à une meilleure connaissance de la loi.

Au chapitre 2.2, par exemple, sont regroupés les principaux articles relatifs à un même thème. L'administration d'un bien par quelqu'un d'autre que le propriétaire soulève-t-il une controverse, le lecteur trouvera les informations pertinentes à la solution du problème en consultant la rubrique appropriée. Autre particularité : il peut être à la fois utile et amusant de consulter le chapitre 3.2.1 qui permet une lecture du Code en fonction des étapes de la vie.

En chapitre quatrième, l'auteur entame finalement la présentation des livres du Code en expliquant le contenu général des chapitres, leur importance et les liens avec les autres parties du Code. On y retrouvera à cette occasion des tableaux de la hiérarchie des différentes règles susceptibles de s'appliquer dans le cadre de situations juridiques variées.

Ce *Guide du Code civil du Québec* pensé et préparé par monsieur Filion constitue donc une heureuse initiative de sa part et peut-on l'espérer, concourra à ce qu'il devienne plus aisé pour les personnes en général de se servir de ce Code qui les gouverne.

Maurice MARTEL, Paul MARTEL, *La compagnie au Québec : Les aspects juridiques*, volume I, Montréal, édition spéciale, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, pagination par chapitre (1424 pages), ISBN 2-920-831-73-9.

Cet ouvrage est mis à jour annuellement et constitue le livre de référence de tout étudiant qui veut se familiariser avec les principes fondamentaux du droit des compagnies au Québec. Il est facile à consulter et très complet. Cette année les auteurs ont modifié la pagination en la divisant en chapitres. Ils ont mis à jour les articles des lois auxquels l'ouvrage fait référence notamment la loi fédérale sur les sociétés par actions et la loi provinciale sur les compagnies. Les récents développements de la jurisprudence sont aussi soulevés. Nous ne tenterons pas de les résumer mais nous allons plutôt vous en donner une vision générale.

L'ouvrage débute sur une définition globale du concept de compagnie ce qui nous aide à nous mettre en contexte. Le second chapitre porte sur l'historique du droit des compagnies au Québec. On nous explique ensuite les différentes compétences provinciales et fédérales en la matière rendant ce droit si complexe. Les étapes de la formation d'une compagnie sont alors décrites. Les auteurs poursuivent sur une définition complète du concept de prorogation. Le nom et le siège social d'une compagnie sont les sujets respectifs des chapitres suivants. On nous décrit ensuite ses pouvoirs, les informations qu'elle doit divulguer et les livres qu'elle doit conserver. Plusieurs chapitres sont ensuite consacrés à une explication en profondeur du concept de capital-action. Le rôle du conseil d'administration, des officiers de la compagnie, de sa situation face aux tiers, des conventions entre actionnaires et des assemblées sont des concepts auxquels le livre s'est attardé. Le chapitre suivant porte sur la position des actionnaires minoritaires. Les auteurs poursuivent sur une explication de la capacité d'emprunt d'une compagnie, de la possibilité qu'elle fusionne et qu'elle soit dissoute. Le dernier chapitre qui est plutôt mal situé, puisqu'il est placé à la suite d'une description de la dissolution de la compagnie, nous parle des particularités des compagnies plurielles.

On retrouve à la fin de l'ouvrage un index complet rendant la recherche sur un point particulier du droit des compagnies très facile. Le livre est disponible en format à anneaux et en format à couverture souple.

Hubert REID, Julien REID, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 14^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 1022 pages, ISBN 2-89127-429-6.

La procédure civile représente une très grande partie de la jurisprudence produite au Québec et les juristes ou les étudiants qui effectuent une recherche dans ce domaine risquent fort bien d'y perdre leur chapeau. En effet, la quantité de décisions concernant la procédure est énorme, d'où un besoin évident d'identifier les plus importantes dans un recueil de référence. Depuis quatorze ans environ, ce besoin est comblé par le *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, ouvrage de Hubert Reid, professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval, et de Julien Reid, avocat chez la firme montréalaise Martineau Walker, avec la collaboration de Claire Carrier, avocate.

La 14^e édition demeure fidèle, quant à sa présentation et à son contenu, aux éditions précédentes². Ce recueil est composé de tables pour les abréviations, la doctrine et la jurisprudence, ainsi que d'une table des lois et règlements cités. Son mode d'utilisation demeure aussi inchangé : le lecteur n'a qu'à repérer l'article correspondant au *Code de procédure civile du Québec* où il retrouvera ensuite des résumés de décisions et, pour la majorité des articles, des références à la doc-

trine. Le terme des recherches retenues prend fin, pour les décisions de la Cour suprême et de la Cour d'appel du Québec, le 31 décembre 1997.

Étant un complément au Code de procédure, cet ouvrage ne contient que les décisions et la doctrine qui semblent pertinentes et donc une mise en garde s'impose. L'utilisateur doit se servir de ce volume comme une étape parmi tant d'autres dans sa recherche et ne pas se limiter à lui comme unique source jurisprudentielle. En effet, plusieurs articles sont ignorés parce qu'ils sont peu utilisés ou simplement parce qu'aucune décision n'a été rendue à leur sujet. D'autres encore peuvent ne pas avoir la solution à un problème posé. En contrepartie, les auteurs ont effectué une recherche exhaustive pour certains des articles les plus importants ou ceux qui sont sujets à des interprétations variées. À titre d'exemple, l'article vingt-neuf, traitant de l'appel du jugement interlocutoire, comprend cent soixante-huit références à la jurisprudence et à la doctrine.

Parce que les décisions judiciaires en matière procédurale sont nombreuses, une nouvelle édition du *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine* est publiée toutes les années, et ce, depuis 1985. On ose espérer qu'il en sera ainsi pour les prochaines années à venir.

Charles NEZAN

2. Pour les recensions des éditions antérieures, voir (1997) 28 R.G.D. 133, (1996) 27 R.G.D. 119-120, (1994) 25 R.G.D. 476-477, (1993) 24 R.G.D. 615-616, (1991) 22 R.G.D. 876-877, (1990) 21 R.G.D. 532, (1988) 19 R.G.D. 513, (1987) 18 R.G.D. 350-351.